

Il y a soixante-dix ans, la création de la sécurité sociale, portée par un fort mouvement populaire, a constitué une avancée sociale majeure, débarrassant les travailleurs de l'incertitude du lendemain, devant les aléas de la santé. Le beau documentaire de Gilles Perret « La sociale » en témoigne, soulignant, le rôle prépondérant joué par le ministre communiste Ambroise CROIZAT.

L'ambition du progrès social est un combat d'actualité. C'est tout d'abord, celui de la défense et du renforcement de la protection sociale, de l'accès aux soins devant les attaques répétées qui affaiblissent le service public de la santé au profit des logiques de rentabilité financière qui font la part belle au secteur privé.

En l'étendant au domaine de l'emploi, la protection sociale doit entrer dans un nouvel âge. De nombreuses propositions sont avancées aujourd'hui et notamment la mise en place d'un revenu de base, universel ... qui s'accommodent souvent de la permanence d'un fort niveau de chômage et de précarité.

Nous proposons une loi de sécurisation de l'emploi et la formation, permettant à chacun de d'aborder les différentes étapes de la vie de manière constructive. Cela suppose, certes, d'assurer un revenu permettant de vivre, garantissant une continuité des ressources mais aussi d'avoir l'ambition de s'attaquer à la racine même du chômage et, à ce titre de changer les gestions d'entreprise, de faire reculer la recherche de rentabilité financière ( délocalisation WHIRPOOL) au détriment de l'emploi, des salaires, des conditions de travail. Il faut intervenir là où la production de richesses peut être réorientée et prendre un cours plus favorable aux hommes.

Enfin, comment concevoir le progrès social sans en finir avec l'exclusion et la pauvreté, les inégalités grandissantes, sans permettre aux citoyens d'accéder aux services publics essentiels dans la réponse aux besoins humains, à commencer par le droit au logement ? Pour cela, il faut remettre en cause les politiques d'austérité budgétaire et de diabolisation des dépenses publiques. Le progrès social demeure une idée neuve que nous serons nombreux, il faut l'espérer, à mettre en avant, pendant et au-delà des prochaines échéances électorales.